



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 3853

Texte de la question

SÉCURITÉ

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Touraine, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche

M. Jean-Louis Touraine. Ma question s'adresse au ministère de l'intérieur car la politique de sécurité conduite depuis dix ans a échoué : les cambriolages augmentent ; les violences aux personnes, les coups et blessures, les menaces et incivilités diverses se sont multipliés. (*Exclamations sur divers bancs du groupe UMP.*)

À ce constat unanime, vous opposez les chiffres d'avant, déjà en progression notamment du fait de la mise en place d'une police de proximité qui incitait au dépôt de plainte.

Vous essayez aussi de masquer la réalité aveuglante des statistiques absurdes. Comment oser parler du chiffre de la délinquance, en englobant des faits aussi divers que le meurtre et le petit délit ? Cela n'a pas plus de sens que de parler du chiffre de la maladie en mêlant le cancer et le rhume des foies !

M. Guéant est d'ailleurs tellement brouillé avec les chiffres que le journal *Libération* lui a décerné la palme du menteur statistique 2011 (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC*), ce à quoi il aurait répondu : on peut tout faire dire aux statistiques !

Oui, et vous essayez encore maintenant de prétendre à une pseudo-amélioration de quelques données. De fait, le subconscient de M. Guéant s'exprimait justement lorsqu'il déclarait : " la délinquance a recruté dans notre pays depuis 2002. "

M. Éric Diard. Pitoyable !

M. Jean-Louis Touraine. À Lyon, un contrôle correct de la délinquance n'a été obtenu que grâce à un accroissement de l'effectif des policiers municipaux, mais nous ne pouvons pas demander à ces derniers de se substituer à une police nationale devenue insuffisante en nombre, dans la lutte contre le grand banditisme.

Une politique de répression juste, rigoureuse et efficace est nécessaire, mais il faut aussi d'authentiques mesures de prévention, de dissuasion, d'aide aux victimes. Comme l'indiquait récemment Robert Badinter, seul le retour en force de la prévention sur le terrain, y compris par le recours à une police de proximité...

M. Éric Diard. Et les polices municipales, c'est quoi ?

M. Jean-Louis Touraine. ...entraînera une véritable et durable amélioration de la sécurité ailleurs que dans le discours officiel.

Allez-vous enfin changer de logique pour améliorer vraiment la sécurité de nos concitoyens ou attendez-vous qu'une alternance politique le fasse à votre place ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Noël Mamère. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le ministre chargé des collectivités territoriales.

M. Philippe Richert, *ministre chargé des collectivités territoriales*. Monsieur le député Jean-Louis Touraine, comme l'a rappelé le ministre de l'intérieur, quelle que soit l'appréciation personnelle que vous portez, la délinquance est en baisse dans notre pays (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*) pour la neuvième année dans notre pays, et quelles que soient vos dénégations.

M. Patrick Lemasle. Mais non !

M. Philippe Richert, *ministre*. La délinquance générale, c'est-à-dire tous les faits de criminalité et de délinquance parvenus à la connaissance de la police et de la gendarmerie, a baissé de 0,34 % en 2011 (*Exclamations et*

ries sur les bancs du groupe SRC), ce qui correspond à environ 12 000 faits.

La délinquance de proximité, c'est-à-dire les coups, les agressions et les vols sous diverses qualifications pénales, a baissé de 4,15 %, soit 60 000 faits. Depuis 2007, elle a baissé de 20 %, soit l'équivalent de 360 000 faits. Depuis 2002, la délinquance de proximité a baissé de 40 %. C'est un fait auquel les dénégations des uns et des autres ne changeront rien.

Pour que les choses soient bien claires, mesdames et messieurs les députés, sous le dernier gouvernement de gauche, entre 1997 et 2002, la délinquance générale avait progressé de plus de 17 %. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Hervé Novelli. C'est énorme !

M. Philippe Richert, *ministre*. Actuellement, grâce à l'action déterminée des forces de l'ordre et à la volonté de cette majorité, nous enregistrons près de 700 000 victimes de moins qu'en 2002. Voilà une réalité !

En revanche, il reste, comme vous l'avez dit, un sujet de préoccupation : le nombre des cambriolages a augmenté de 16 %. Cette évolution tient pour une part à des raids commis par des malfaiteurs venus de l'étranger, notamment d'Europe centrale et orientale. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Plusieurs équipes itinérantes ont été démantelées, notamment à Strasbourg et à Toulouse. Pour avoir assisté à la présentation du bilan de l'action de la police à Strasbourg, je peux vous dire que lorsqu'on voit les territoires touchés par cette délinquance, on se rend compte qu'il s'agit d'un mal difficile à réparer.

M. Frédéric Cuvillier. Vous ouvrez un boulevard à Marine !

M. Philippe Richert, *ministre*. Ce matin même, le directeur général de la police nationale a d'ailleurs indiqué que la délinquance commise par des étrangers en France représentait environ 20 % de la délinquance générale. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) L'Observatoire national de la délinquance publiera sur ce sujet une étude précise début février.

M. Albert Facon. Vous avez un contrat avec Marine Le Pen !

Données clés

Auteur : [M. Jean-Louis Touraine](#)

Circonscription : Rhône (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3853

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Collectivités territoriales

Ministère attributaire : Collectivités territoriales

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 janvier 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 19 janvier 2012